Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

12-2017
Rédacteur : Christine BESNARD-LOPORTO

Bogotá, le 30 novembre 2017

Pays andins et Cuba : brèves n°12 de la semaine du 24 au 30 novembre 2017
(Avec la contribution des Services économiques de la région)

BOLIVIE

Le projet budgétaire 2018 prévoit un déficit de 8,3% du PIB. Le gouvernement a dévoilé son projet de budget pour l'exercice 2018. Avec 41 Mds USD (+3,5%), celui-ci prévoit un nouveau creusement du déficit à hauteur de 8,3% du PIB, financé en partie par une hausse de la dette externe du pays de 6 points, à 30% du PIB (2 Mds USD de dette externe supplémentaire). Le budget est bâti sur des hypothèses de croissance de 4,7% et d'inflation de 4,5% en 2018 (prévisions respectives du FMI de 4% et 5%).

COLOMBIE

Neuvième baisse du taux directeur de la Banque centrale en 2017. La Banque de la République a abaissé son taux directeur de 25 points de base, à 4,75% (soit -275 p.b. depuis le début de 2017). Elle justifie sa décision (soutenue par cinq des sept membres du comité de direction) par le rythme toujours modeste de la croissance, et l'amélioration des perspectives inflationnistes pour 2018 (malgré un rebond de l'inflation en octobre à 4,05%). La Banque centrale a par ailleurs annoncé qu'elle ne tiendrait que huit comités de politique monétaire en 2018, au lieu des douze habituels (pas de vote sur le taux directeur en février, mai, août et novembre).

Endettement record des ménages colombiens. Selon une étude de l'Association nationale des institutions financières (ANIF), les ménages colombiens affichent en 2017 un taux d'endettement de 39% de leur revenu disponible, en hausse de six points en trois ans (et contre un point bas de 14% en 2004, à l'issue de la crise hypothécaire). Contrairement à la situation prévalant lors du précédent pic (33% en 1997), cette dette est aujourd'hui très majoritairement composée de crédit non-hypothécaire (27% contre 12%). Selon l'ANIF, cette situation, combinée à un chômage en hausse et une croissance atone, devrait inciter les institutions financières à assurer un suivi fin de leur portefeuille de crédit, compte tenu de la détérioration des indicateurs de qualité de crédit sur certains segments (10% de prêts non-performants sur les jeunes débiteurs).

Le taux de pénétration des assurances progresse mais reste modeste. Selon la fondation Mapfre, le ratio des primes d'assurance rapportées au PIB s'établit aujourd'hui à 2,8%, légèrement sous la moyenne de l'Amérique latine (3%). Ce ratio a progressé de 0,8 point en 10 ans, soit la 4e plus forte progression du sous-continent, après Porto Rico (+3,2 points, à 12,7% de pénétration), le Chili (+1,9 point) et le Brésil (+1,2 point). Cette progression est notamment attribuable à celle des assurances dommage (+0,5 point), qui représentent 70% du nombre de polices émises (à l'opposé de la pratique prévalant au Brésil et au Chili).

CUBA

Le Japon fait don à Cuba d'équipements pour l'assainissement et le secteur agricole. Dans le cadre d'un accord signé le 23 novembre dernier entre le Système de Coopération International japonais -JICS- et le Conseil d'administration de La Havane, **le Japon a mis à disposition de Cuba 10MUSD** (8,5M pour l'achat de camions bennes et le reste pour l'achat de pièces détachées) **pour un projet destiné à améliorer la gestion des déchets dans la capitale**. La livraison de 64 camions fin 2018 constituera la première étape du programme, qui prévoit également la fourniture d'équipements d'assainissement. La Havane, avec 2 millions d'habitants, produit plus de 2 000 tonnes de déchets par jour avec une quarantaine de camions disponibles, soit moins de la moitié de la quantité nécessaire. **Par ailleurs, l'Agence de coopération internationale japonaise, JICA, a signé le 7 novembre dernier un accord de financement sous forme de don avec le Ministère du commerce et de l'investissement étranger portant sur des équipements agricoles**. Cet accord, également d'un montant de 10MUSD et dont le bénéficiaire est le Grupo Empresarial Agricola, sera destiné à la production de semences de riz.

Les compagnies aériennes françaises Corsair et XL airways s'allient. Les deux compagnies ont annoncé le 29 novembre dernier la signature d'un accord de partage de code vers Cuba (La Havane, Santa Clara et Varadero) pour la saison touristique haute, entre le début des vacances scolaires de Noel 2017 et la fin des vacances de printemps 2018. Cette réorganisation entraîne la suppression de 39 rotations correspondant à une baisse de près de 40% de l'offre, en réponse à la baisse de la fréquentation touristique suite à l'ouragan Irma. Les autorités cubaines avaient été en mesure de remettre l'ensemble des infrastructures touristiques en état pour le début de la saison haute le 15 novembre dernier suite aux dégâts causés par l'ouragan, mais cette mobilisation ne devrait pas suffire à maintenir les niveaux de fréquentation atteints lors de la saison dernière.

EQUATEUR

Visite du FMI. Une mission du FMI, présidée par le directeur pour l'hémisphère occidental Alejandro Werner, s'est déplacée à Quito pour s'entretenir avec le Président Moreno et le Ministre des finances Carlos de la Torre. A l'issue de la réunion, plutôt politique, le directeur s'est félicité de la récupération de l'économie équatorienne face à la récession de 2016 , ce qui a justifié la révision à la hausse des prévisions du FMI en octobre dernier. Le FMI annonce une mission au titre de l'article IV au premier semestre 2018.

Plan d'investissements 2018. Le Gouvernement a présenté son plan d'investissements pour 2018 qui atteindra 4,7 Mds USD, soit une baisse de 13% par rapport au plan d'investissements de 2017 (5,4 Mds USD). 724,1 MUSD seront alloués pour le secteur des énergies renouvelables et 650 MUSD pour les transports et les infrastructures publiques.

PEROU

L'émission d'obligations d'entreprises en croissance de près de 300% en 2017. Ces émissions d'obligations d'entreprises, selon Scotiabank Peru, devraient s'élever à 9 Mds USD sur les marchés financiers internationaux et à 2 Mds USD sur le marché financier local pour l'année 2017. Elles sont majoritairement destinées à la restructuration de la dette des entreprises, dans un contexte de taux d'intérêt faibles (taux de ces obligations entre 4,8% et 6,5% contre 5,5% à 7,8% en 2016) et de liquidités abondantes sur les marchés en raison des politiques accommodantes des principales banques centrales.

La BCR intervient à hauteur de 5,2 Mds USD cette année pour contenir la hausse du sol. La BCR a de nouveau acheté 6 MUSD sur le marché des changes ce 28 novembre afin de stabiliser le niveau du sol, poussé à la hausse par rapport au dollar par l'excès d'offre de la monnaie américaine. Cette opération, la première après un mois sans intervention, est loin d'être isolée. Le sol s'est en effet apprécié de 3,66% face au dollar depuis le début de l'année à 1 USD pour 3,234 PEN au 28 novembre, et la BCR a acheté au total 5,2 Mds USD en 2017 afin de stabiliser son taux de change.

VENEZUELA

Le gouvernement nomme un militaire à la tête du secteur pétrolier. Le général Manuel Quevedo a été nommé Ministre du Pétrole et président de l'entreprise nationale pétrolière (PDVSA). Il aura pour mission de restructurer PDVSA et de réduire de moitié son coût de fonctionnement. PDVSA a par ailleurs annoncé le paiement de 233 MUSD correspondant aux intérêts des obligations *PDVSA 20* et *PDVSA 22* qui arrivaient à la fin de leur période de grâce. Les intérêts des obligations souveraines *Venz 25* et *Venz 26*, équivalant à 237 MUSD, n'ont toujours pas été payés malgré l'expiration de la période de grâce.

Le gouvernement accepte d'indemniser l'entreprise minière canadienne Cristallex International Corp. Cet accord mettra fin à une longue bataille judiciaire qui a commencé avec la nationalisation en 2011 de la mine d'or *Las Cristinas* (réserves d'or évaluées à 500 tonnes). Le centre international pour le règlement des différends de la Banque mondiale (CIRDI) avait, en 2016, condamné le Venezuela à verser près de 1,4 Md USD pour dédommager Crystallex. Le Venezuela qui s'est retiré du CIRDI en 2012 n'avait pas reconnu cette décision d'arbitrage.

Laurent CHARPIN
Chef du service économique de Bogotá